



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.18/19
26 février 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Treizième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie),
10-16 avril 1992

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-septième session de la Commission/
dix-huitième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie),
20-24 avril 1992

**RAPPORT INTERIMAIRE SUR LA NOUVELLE ORIENTATION DES SERVICES
CONSULTATIFS DE LA CEA DURANT LES ANNEES 90**

INTRODUCTION

1. Durant la dix-septième réunion de la Conférence des ministres de la CEA tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 9 au 13 mai 1991, un rapport (E/ECA/CM.17/26) décrivant les défis économiques auxquels l'Afrique fera face dans les années 90 et les activités de la Commission en vue de la réorganisation et de la réorientation de ses services consultatifs aux pays membres pour relever ces défis a été présenté.
2. Le rapport a souligné que l'un des principaux défis posés à la CEA dans les années 90 était la nécessité de mettre au point des solutions intégrées globales et cohérentes aux problèmes qui affectent l'ensemble de la région, en particulier ceux liés à la dette extérieure, à l'ajustement structurel, au commerce des produits de base, à la crise de l'énergie et à la dégradation de l'environnement. Le rapport notait qu'en raison de la complexité de ces problèmes et de leurs implications multidimensionnelles et, compte tenu de la faible dimension et des ressources limitées de bon nombre de pays africains, la coopération s'imposait entre les secteurs nationaux, les pays voisins et d'autres groupements.
3. Le rapport a également souligné le fait que les solutions nécessaires pour relever les défis de développement économique auxquels la région sera confrontée dans les années 90 devaient impérativement être durables et fournir aux décideurs des réponses complètes tenant compte des aspects techniques, économiques et de gestion des problèmes que ces défis comportent. En conséquence, la CEA a décidé de créer le Groupe multidisciplinaire des conseillers régionaux de la CEA (GMCR-CEA) chargé d'aider les pays membres à trouver des solutions durables à leurs problèmes de développement économique.
4. La composition du Groupe varie en fonction du problème à résoudre. Les experts s'occupent des domaines suivants : macro-économie; alimentation et agriculture; financement du développement et gestion de la dette; administration publique; statistique et application de la comptabilité nationale au développement; environnement et développement; mise en valeur des ressources énergétiques; aspects sociaux et volet "ressources humaines" dans l'ajustement structurel et la transformation et coopération et intégration économiques régionales.
5. Le Groupe est placé sous la supervision directe et la direction générale du Secrétaire exécutif. Composé d'experts de rang élevé, il est chargé de renforcer les liens existant entre la recherche et l'analyse menées à la CEA et leurs effets sur le développement de l'Afrique. La gamme étendue des connaissances spécialisées et la somme des données d'expérience disponibles au sein du Groupe facilitent ce processus, tout en permettant aux décideurs de prendre en considération l'interdépendance qui existe entre les programmes et les stratégies aux niveaux national, sous-régional et régional. Dans la poursuite de ces objectifs, le Groupe :
 - a) aide les pays à traduire les politiques convenues à l'échelle régionale en stratégies et programmes pratiques;
 - b) fournit des analyses multisectorielles en ce qui concerne les besoins de l'Afrique dans les domaines prioritaires, ainsi que des stratégies définies dans le temps pour la réalisation des objectifs figurant dans ces domaines;

B. Relations avec les MULPOC

11. Le GMCR-CEA vient compléter les ressources disponibles dans les MULPOC de la Commission avec lesquels il travaille en étroite collaboration pour identifier chaque année les besoins d'assistance technique et de coopération des Etats membres au niveau sous-régional, en collaboration avec toutes autres institutions des Nations Unies et organisations non gouvernementales compétentes. Le Groupe fournit en particulier une assistance aux MULPOC pour le renforcement de leurs capacités d'identifier, de formuler et d'exécuter des projets multinationaux.

C. Relations avec les Etats membres et leurs organisations intergouvernementales

12. Le GMCR-CEA a été établi pour l'usage exclusif des Etats membres et de leurs organisations intergouvernementales qui, à titre individuel ou collectif, peuvent solliciter, sur des problèmes de développement à court terme, les conseils du Groupe qui, comme déjà indiqué, sont gratuits. Les gouvernements et les organisations sont donc invités à adresser leurs demandes précises de services du Groupe au Coordonnateur du GMCR-CEA ou directement au Secrétaire exécutif ou par l'intermédiaire du Directeur du MULPOC de la CEA de leur sous-région.

I. FONCTIONNEMENT DU GMCR-CEA

A. Création

13. Le GMCR-CEA a été créé en décembre 1990. Son but est de mettre en pratique les principales orientations de la Commission, à savoir :

a) Appui à la coopération et à l'intégration économiques régionales, y compris la création de la Communauté économique africaine;

b) Appui à la transformation des économies africaines;

c) Appui aux secteurs prioritaires du Plan d'action de Lagos;

d) Renforcement de la capacité institutionnelle et de gestion et d'analyse des mesures adoptées pour faire face aux problèmes de l'environnement.

14. On se proposait de fournir cet appui grâce à une approche multidisciplinaire de l'assistance technique, unique dans les opérations de la CEA. L'équipe devait comprendre deux conseillers sur la coopération et l'intégration économiques; un sur l'ajustement structurel (macro-économie) et un sur le financement du développement et la gestion de la dette; un sur l'administration publique et la gestion; un sur les dimensions sociales et humaines de l'ajustement structurel; un sur la statistique et l'application de la comptabilité nationale au développement; un sur l'alimentation et l'agriculture; un sur l'environnement et le développement et un sur les politiques énergétiques.

15. Cependant, au moment de la création formelle du Groupe, seuls cinq conseillers régionaux étaient disponibles. Il s'agissait des conseillers en énergie, agriculture, environnement, statistique et administration publique. Un conseiller en coopération et intégration économiques a été recruté en mars 1991.

D. Programme de travail proposé pour 1992

22. Le programme de travail du Groupe proposé pour 1992 consistera à effectuer les missions de l'année dernière reprogrammées et à répondre aux nouvelles demandes qui continuent d'arriver. Dès qu'une nouvelle demande est reçue, elle est soigneusement examinée et, si nécessaire, elle est reformulée afin de refléter une approche véritablement multisectorielle et multidisciplinaire face au problème à résoudre. Les demandes reçues jusqu'à présent sont également diverses. Elles comprennent a) l'examen des traités concernant les diverses OIG; b) l'élaboration de documents directifs; c) la création de réseaux de recherche et de vulgarisation; d) l'application de la comptabilité nationale au développement et e) les stratégies de lutte contre la désertification.

II. CONCLUSION

23. Le GMCR-CEA a, pendant sa courte période d'existence, montré que l'assistance technique multidisciplinaire était possible à la CEA. Il constitue une réponse originale, bien que limitée, aux défis du développement africain. Sa création, une année avant que les autres institutions des Nations Unies aient évolué vers l'approche multidisciplinaire, demeure un modèle pour le système des Nations Unies. Compte tenu du fait que l'Afrique est la dernière frontière pour le développement du monde, le GMCR-CEA a l'occasion de participer notamment à la solution des défis en matière institutionnelle, structurelle et d'environnement afin que les efforts des pays africains soient couronnés de succès.

24. L'importance du service multidisciplinaire des conseillers régionaux de la CEA pour l'avenir a été accrue par les nouveaux blocs commerciaux qui menacent d'isoler l'Afrique des marchés mondiaux et par l'effondrement du communisme qui a captivé l'imagination et suscité la compassion des gouvernements et des peuples des pays industrialisés, ce qui s'est manifestement traduit par l'indifférence à l'égard de l'Afrique, le retrait, voire l'abandon de ce continent par ces pays. Du fait de cette tendance inquiétante une attention accrue a été portée au rôle du service multidisciplinaire des conseillers régionaux de la CEA dans i) le développement et la promotion de la Communauté économique africaine fondée sur la coopération et l'intégration sous-régionales; ii) le redressement et le développement des secteurs de l'alimentation et de l'agriculture; et iii) l'intégration de la dimension écologique dans la planification économique.

25. On espère que les Etats membres et leurs organisations intergouvernementales qui sont les bénéficiaires des services du GMCR-CEA feront pleinement usage de cette dernière initiative de la CEA. A bien des égards, le GMCR-CEA est l'un des éléments essentiels dans leurs efforts en vue du redressement, du développement et de la transformation de l'Afrique. Nous devons tous apprendre à utiliser cet élément efficacement, sans délai et sans hésitation, en particulier au sein du nouvel ordre mondial naissant.